

Présentation de l'ONG ALCRER

Historique

L'ONG ALCRER a été créée au Bénin en Décembre 1994 et a connu trois moments forts porteurs du même enjeu : créer une société où les droits humains sont effectifs et où la construction démocratique est synonyme de développement économique et de progrès social.

L'ONG est née au milieu des années 90 (décembre 1994) dans un contexte où le racisme, l'ethnocentrisme, le régionalisme, le sectarisme et autres formes de discrimination constituaient un frein à la jouissance effective et universelle des droits humains et à l'avènement d'une gouvernance démocratique et économique facteur de progrès au plan national et africain. Dans ce cadre, l'ONG ALCRER a conduit avec succès plusieurs campagnes de sensibilisation et d'éducation aux droits de l'homme et de la femme.

Sans renoncer au combat contre ces pratiques discriminatoires qui restent d'actualité dans nos pays, l'ONG s'est ensuite engagée dans la promotion d'une gestion transparente des ressources publiques. La réputation qu'elle a acquise en quelques années de travail lui a permis de mener une lutte farouche contre la corruption à travers des campagnes de sensibilisation et par des actes de dénonciation publique.

Depuis l'avènement de la décentralisation au Bénin en 2002, l'ONG a initié une approche pour promouvoir l'exercice de la démocratie à la base et le développement local. Basée sur la participation citoyenne, elle permet l'instauration d'une citoyenneté active et un meilleur impact des politiques publiques locales. Cette approche est déjà implémentée dans près de la moitié des communes du Bénin et est en extension progressive chaque année. Sa pérennisation est en cours par l'appropriation de la démarche par de nombreuses OSC.

Depuis 22 années, l'ONG, à travers sa direction, ses équipes techniques et ses cellules de base, a su mobiliser d'importantes ressources humaines et financières pour la mise en œuvre d'activités cohérentes et pertinentes au regard des besoins des populations et essentiellement orientées sur les questions de développement, de démocratie et de gouvernance.

Vision

L'instauration d'une société de justice, d'équité, de liberté, de démocratie et de bonne gouvernance où chaque citoyen pourra effectivement jouir pleinement de ses droits et se sentir librement engagé à assumer réellement ses devoirs envers la société.

Mission

L'ONG ALCRER s'est donné pour mission de promouvoir la culture démocratique, de défendre les droits de l'Homme et de promouvoir la bonne gouvernance à travers, entre autres, la lutte contre la corruption.

Objectifs

L'ONG ALCRER veut contribuer à l'instauration d'une société démocratique où prévalent un civisme et une morale qui assurent et garantissent la bonne gouvernance, la justice sociale, l'accès équitable aux biens et aux services publics et l'égalité de tous devant la loi afin d'éliminer ou de réduire les inégalités criardes dans la gestion et la répartition des fruits de la croissance et du développement.

De façon spécifique, l'ONG ALCRER vise à :

- œuvrer pour la bonne gestion et la transparence dans les affaires publiques ;
- promouvoir l'équité dans la répartition et la distribution des fruits de la croissance ;
- endiguer les phénomènes liés ou découlant de la corruption sous toutes ses formes ;
- réduire les inégalités criardes qui minent la société béninoise en matière de régionalisme, d'ethnocentrisme de racisme et de sectarisme et ce, dans toutes les sphères de la vie politique, économique et culturelle;
- lutter contre les injustices sociales et le non respect des droits de l'Homme ;
- faire respecter la transparence dans les processus électoraux au Bénin et en Afrique;
- œuvrer à l'émergence d'un nouveau civisme et une morale anti-corruption au niveau de la couche juvénile
- œuvrer à la promotion de la femme ;
- œuvrer à la protection du consommateur.

Domaines et stratégies d'intervention

L'ONG ALCRER intervient dans quatre grands domaines :

- La promotion de la culture démocratique : basé sur le postulat que la démocratie est indissociable du développement, ce domaine concentre toutes les actions qui promeuvent l'éducation aux principes de la démocratie (y compris la démocratie participative) et l'instauration d'institutions et de pratiques garantissant les libertés publiques, des élections transparentes...
- La défense des Droits de l'Homme : les actions mises en œuvre ici concernent la sensibilisation et l'éducation aux droits fondamentaux et la dénonciation des violations de ces droits par des personnes physiques et morales.
- La promotion de la bonne gouvernance à travers la lutte contre la corruption à tous les niveaux de la vie publique (Etat central, Collectivités locales, etc.)
- L'instruction civique par l'édition de publications et l'organisation de campagnes publiques sur l'éducation morale et civique de la couche juvénile.

Pour mener ses activités, l'ONG ALCRER utilise trois stratégies d'intervention :

- 1- L'éducation aux droits fondamentaux, l'instruction civique et morale nécessaire à l'instauration d'un Etat de droit et d'une société équitable
- 2- La prise de position sur les questions d'intérêt général et la dénonciation publique des cas de mauvaise gouvernance à tous les échelons du pouvoir d'Etat
- 3- La promotion de la participation citoyenne pour la transparence, l'intégrité et la reddition des comptes dans les affaires publiques au niveau local : cette promotion est assurée par l'installation d'un mécanisme dénommé Cellule de participation citoyenne (CPC) mise en place dans chaque commune pour :
 - Suivre les activités du Conseil communal
 - Assurer l'éducation civique de la population
 - Assurer une veille citoyenne sur la gestion des affaires publiques, particulièrement celle des ressources financières et matérielles.

Ce même mécanisme de CPC est envisagé sous le nom de Cellule de participation de la femme (CParFem) pour réduire les inégalités genre dans les communes.

Partenaires

Pour atteindre efficacement ses objectifs, l'ONG ALCRER a développé plusieurs types de partenariat au plan local, national, régional et international.

Au plan local, l'ONG ALCRER fonctionne comme une fédération d'ONG, regroupant au minimum 370 organisations de la société civile dans les communes cibles. En effet, dans le cadre de la mise en place de son mécanisme de participation Citoyenne, l'ONG ALCRER mobilise les organisations locales qui se regroupent pour former, dans chaque commune, la Cellule de participation citoyenne (CPC). En dehors de la formation, la CPC, pour son fonctionnement, bénéficie de la part de l'ONG ALCRER d'une subvention et d'un encadrement d'assistance-conseil installé au niveau départemental.

Au plan national et international, l'ONG ALCRER fait partie de nombreuses plateformes d'organisations pour optimiser l'atteinte des résultats. Il s'agit notamment des réseaux et coalitions ci-après :

- Le Front des Organisations Nationales contre la Corruption (FONAC);
- La Maison de la Société Civile
- Le Centre de Promotion des Organisations de la Société Civile
- La Commission Nationale de Suivi et de la réforme du code des marchés publics (CNSC)
- La Commission nationale chargée de l'assainissement du marché intérieur des produits pétroliers raffinés et de leur dérivée en République du Bénin (CONAMIP);
- La Commission nationale de mécanisme d'ajustement des prix des produits pétroliers;
- Le Réseau Afrique Jeunesse de l'UNESCO ;
- L'Autorité National de Lutte Contre la Corruption (ANLC) ;
- La Commission Nationale de Lutte Contre la Prolifération des Armes Légères (CNLCPAL) ;
- Le réseau Social Watch ;
- Le Conseil Economique, Social et Culturel de l'Union Africaine (ECOSOCC/UA)
- La Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP)
- Autorité de régulation des Marchés Publics (ARMP)

Au plan international, l'ONG ALCRER a bénéficié de la confiance de plusieurs pays et organismes de coopération dont :

- L'Agence Américaine pour le développement international (USAID)
- la Coopération Néerlandaise
- la Coopération Danoise (DANIDA)
- Agence Canadienne pour le développement international (ACDI)
- le Fonds des Nations unies pour la Démocratie (FNUD)
- Francophonie
- OSIWA
- Transparency international
- CEDEAO

Elle a également collaboré avec des organisations sous-régionales comme :

- la CEDEAO notamment pour la promotion de la libre circulation des personnes sur les frontières du Bénin avec le Togo.
- IDASA (Afrique du Sud) pour la sensibilisation sur la Charte Africaine pour la Démocratie les Elections et la Gouvernance
- OIF

Projets en cours d'exécution

2021-2024 : Programme de Participation Citoyenne aux Politiques Publiques au Bénin pour le Développement Economique Local (en abrégé, PartiCiP au DEL) financé par les Pays-Bas

2021-2023 : Projet d'appui spécial à l'apurement juridictionnel des comptes de gestion des communes (PAAJCOG) financé par la Coopération Suisse

2022- 2023 : « Transparence et Redevabilité dans les communes » mis en œuvre par ALCRER, sur financement de la GIZ à travers le projet « Réforme des Finances publiques pour l'atteinte des ODD et le Renforcement de la Mobilisation des recettes de l'Etat » (ReFORME) financé par la GIZ

Programmes/projets exécutés

2019– 2021 : Volet Gouvernance Programme OmiDelta Acteurs Non Etatiques financé par la SNV à travers les Pays-Bas.

2019– 2021 : Projet de Renforcement des OSC pour la détection et la dénonciation des cas de corruption (en abrégé Projet 2D corruption) financé par RePaSOC à travers UE

2020- 2021 : « Projet de renforcement des capacités des femmes à déclencher les mécanismes de répression du harcèlement sexuel au Bénin (Projet DRHaS) » financé par le FCIL

2017– 2020 : « Programme de Participation Citoyenne aux Politiques publiques locales » Phase II (PartiCiP 2) financé par les Pays-Bas

2019 : Projet Restauration des Valeurs Citoyenne pour la Promotion de la Redevabilité (ReVaCiPRE) financé la par Coopération Suisse à travers la MdSC

2012– 2016 : « Programme de Participation Citoyenne aux Politiques publiques locales » (PartiCiP) financé par les Pays-Bas

2016-2018 : « Projet WACSI/BENIN : Initiative de coopération sécuritaire en Afrique de l’Ouest »

Voici les projets phares exécutés depuis les années 1995 :

2015-2016 : Projet « Education civique et communication pour un changement de comportement pour des élections pacifiques »

2016-2018 : Evaluation du Système National d’Intégrité de la République du Bénin

2013 – 2014 « Participation citoyenne pour l’amélioration de la gouvernance locale dans l’Atacora/Donga »

2013-2014 : « Campagne pour l’appropriation par les organisations de la société civile et la classe politique du Bénin, de la Charte Africaine de la Démocratie des Elections et de la Gouvernance ».

2011 - 2012 : Participation citoyenne pour l’amélioration de la gouvernance locale, projet financé par le Fonds des Nations Unies pour le Développement.

2012 : Projet de promotion d’une citoyenneté communautaire à travers la vulgarisation des droits liés à la libre circulation des personnes au sein de la CEDEAO, financé par la CEDEAO dans le cadre de l’appel à candidature du Fonds Espagnole sur la Migration et le Développement.

2009-2010 : Projet Synergie pour une Implantation Dynamique du Plan Décennal de Développement du Secteur de l’Education (SPID PDDSE) financé par la DANIDA

2008-2010 : Projet d’Appui à la mise en place de mécanisme de participation citoyenne pour l’amélioration de la gouvernance locale financé par l’Ambassade Royale des Pays-Bas

2006 -2007 : Projet d’Appui à l’effectivité du contrôle juridictionnel des comptes de gestion des communes financé par l’USAID à travers son agence d’exécution RTI.

2005-2006 : Programme Intérimaire d’Appui à la Stratégie de Lutte contre la Corruption au Bénin, volet « Amélioration de la Gouvernance financière locale » financé par l’Ambassade Royale du Danemark.

2004 – Emergence d’un civisme et d’une morale anti-corruption de la couche juvénile dans le cadre du Volet Couche Juvénile du Programme Intérimaire d’Appui à la Stratégie de Lutte contre la Corruption au Bénin. Projet financé par la DANIDA

- 2003** – Réalisation d'une Bande dessinée pour la Lutte contre la Stigmatisation et la Discrimination liée au VIH/SIDA au Bénin financé par PPLS.
- 2003** – Création d'un Observatoire de la société civile pour le contrôle des actions du Gouvernement, de l'Assemblée Nationale et des autres Institutions de la République ainsi que des Communes à statut particulier par ALCRER.
- 2002–2004** – Programme de lutte contre la corruption dans les milieux scolaires et transports routiers financé par l'USAID.
- 2002** – Appui à l'organisation des échanges entre les représentants de listes de candidats aux élections municipales et locales du 15 décembre 2002 et les citoyens de la commune de Parakou financé par IFES ;
- 2001** – Sensibilisation pour la lutte contre la corruption dans les milieux scolaires (département du Littoral, de l'Ouémé et du Borgou) financé par le FCIL
- 2001 – Sensibilisation sur les responsabilités et droits des dignitaires, leaders d'opinion et chefs traditionnels dans le processus de la décentralisation au Bénin financé par l'USAID.
- 2001** – Promotion sur l'utilisation du bulletin unique dans le cadre des élections au Bénin financé par l'USAID
- 2001** – Organisation de la Journée Nationale sur l'Opérationnalisation de la liste électorale permanente informatisée (LEPI) au Bénin financé par la DANIDA, l'USAID, le PNUD.
- 2001** – Plaidoyer pour l'enracinement et la consolidation de la démocratie dans le mental et le comportement des citoyens au Bénin pour des élections libres et transparentes : Plaidoyer pour les élections libres, transparentes et sans violence au Bénin financé par l'USAID
- 2000 -2003** – L'édition et la publication de six éditions d'un magazine en bandes dessinées AZARA de sensibilisation de la jeunesse sur la corruption financé par FCIL.
- 2000-2003** - L'édition et la publication d'un mensuel d'IEC dénommé : Alcrer-Info Jeunesse financé par ALCRER.
- 2007 - Création du Centre d'Education en bonne Gouvernance, Droits et Devoirs de la Personne (CEGDDP)
- 2007-** Edition du Manuel d'éducation civique et morale dénommée : LE GUIDE DU JEUNE CITOYEN MODELE, tome I pour la culture du civisme et de l'éthique
- 2012-** Fondation de l'Ecole Béninoise d'Education Civique et Morale (EBECM)
- 2012-** Edition du Manuel d'éducation civique et morale dénommée : **GUIDE DE L'APPRENANT ET DU JEUNE CITOYEN MODELE, (TOME II)** pour la culture du civisme et de l'éthique
- 2012-** Edition du document de planification des situations d'apprentissage dénommée : **SUPPORT DIDACTIQUE DU GUIDE DE L'APPRENANT MODELE** pour aider les instituteurs à planifier les cours d'éducation civique dans les classes
- 2015** : Bande dessinée dénommée « **Awa et Mandela à l'école africaine de la culture du civisme, de l'éthique et de la morale pour la coexistence pacifique** »
- 1996** – Sensibilisation sur la non violence en période électorale en partenariat avec ACIDI (Canada).
- 1996** – Organisation de séminaires sous-régionales sur « l'Evaluation des élections présidentielles de Mars 1996» financé par l'USAID.

Aperçu sur la structure opérationnelle

En dehors de ses organes de gestion (Conseil d'administration et Direction exécutive), l'ONG ALCRER dispose de structures d'intervention majeures comme :

- Le Centre d'Education en bonne Gouvernance, en Droits et Devoirs de la Personne. Qui offre plusieurs modules de formation à la carte sur des thématiques sur Elections, Vie politique apaisée, Droits de l'Homme et culture démocratique, Prévention et règlement des crises et des conflits, Consolidation de la paix, etc.
- Les structures de base : le mécanisme de participation citoyenne mis en place dans les communes dénommé CELLULE DE PARTICIPATION CITOYENNE. Son sigle est « CPC ». La CPC est dirigée par un Bureau élu de trois (03) membres. Le Critère : avoir le BAC ou tout au moins le niveau de la Terminale. Ceux qui ont des compétences et expériences professionnelles et militantes évidentes peuvent également concourir. Equité genre: il faut au moins 1/3 de femmes dans le Bureau. La Cellule a quatre missions essentielles :
 - ❖ Suivre les activités du Conseil communal
 - ❖ Assurer l'information, l'éducation civique et la mobilisation des citoyens autour des actions et politiques publiques locales
 - ❖ Exercer un contrôle citoyen sur la gestion des affaires publiques
 - ❖ Faire le plaidoyer pour la promotion d'une approche participative de gestion de la commune
- L'Ecole Béninoise d'Education Civique et Morale (EBECM) pour avoir une profonde connaissance des interdits de la vie, toutes choses qui nous arrièrent dans l'évolution de notre aisance, ou qui nous rattrapent tant d'années après avoir posé des actes de contre valeur par ignorance. Elle offre des modules de formation sur l'éducation civique et morale.